

Écrire à l'épreuve du totalitarisme

Romain DUCOULOMBIER

Comment le pouvoir soviétique a-t-il soumis les écrivains et la littérature à sa volonté de contrôle totalitaire de la société ? Au-delà de la censure, Cécile Vaissié montre que le système de surveillance du champ littéraire reposait aussi sur la dénonciation, la complicité et l'autocritique des écrivains.

Recensé : Cécile Vaissié, *Les Ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS (1944-1989)*, préface de Claude Lefort, Paris, Belin, 2008.

Dans la préface qu'il offre au livre de Cécile Vaissié, Claude Lefort réaffirme une thèse qu'il avait déjà exposée dans *La Complication* : l'URSS est une « toute nouvelle forme de société ». De la « démocratie sauvage » de la période révolutionnaire devait sortir un « monstre » qui, sous Staline, se révèle au monde sous l'aspect d'un État totalitaire. Contre la thèse de l'illusion défendue par François Furet en 1995, Claude Lefort affirme que ce n'est pas l'image d'une société délivrée de ses rapports de classe qui a séduit les imaginations. C'est au contraire le modèle totalitaire lui-même qui suscite un « formidable attrait sur tous les continents »¹. Le totalitarisme exerce une séduction : il n'enrégimente pas des inconscients.

¹ Claude Lefort, *La Complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 15.

Le livre de Cécile Vaissié explore les années de maturité de cette « société nouvelle » en arpentant un territoire historiographique que l'auteure connaît bien : les lettres soviétiques. En 1999, elle avait consacré aux dissidents un premier ouvrage². Dire qu'elle consacre aujourd'hui un livre à leurs bourreaux n'est pas tout à fait vrai : elle invite plutôt à une réflexion sur la soumission volontaire, sur la mise en jachère intellectuelle de trois générations d'écrivains russes. Elle s'intéresse moins, autrement dit, à la genèse de la société soviétique qu'à sa sénilité précoce, dont l'assèchement de tout travail de l'esprit est l'une des principales causes. Elle le fait d'ailleurs avec une sorte de passion triste, où se mêle à la fois un désespoir face au destin tragique des Russes et à l'indifférence persistante de l'Ouest. Son écriture n'en est que plus acerbe, et toujours vive.

Qui sont les ingénieurs des âmes en chef ?

La démarche de Cécile Vaissié s'appuie sur quelques principes forts. L'État soviétique n'est pas un État dressé « contre son peuple », selon le titre du chapitre fondamental que Nicolas Werth avait publié dans *Le Livre noir du communisme* en 1997³. L'auteure s'intéresse au contraire à toutes les formes de servitude volontaire et de complicité objective des Soviétiques avec le régime qui les a opprimés pendant plus de soixante-dix ans. Elle déploie ainsi un éventail d'attitudes grises motivées par l'appât du gain, la luxure, la conscience de sa propre médiocrité, mais aussi par la nécessité de dénoncer pour se prémunir ou l'injonction à haïr pour survivre. Dans le cadre d'un État centralisé qui contrôle par l'intermédiaire de ses organisations d'écrivains la possibilité d'allouer ou non un appartement dont les dimensions sont proportionnelles aux services rendus, il est évident que les intérêts matériels prennent rapidement une place écrasante dans les conflits violents qui divisent le champ littéraire soviétique.

Un autre principe guide l'enquête de Cécile Vaissié : ce monde soviétique disparu réclame restitution. Mais il habite toujours la Russie d'aujourd'hui. Il a échappé aux catégories cognitives des écrivains occidentaux qui croyaient partager, au nom de leurs propres états d'âme, une communauté d'existence avec leurs homologues soviétiques, contraints à la « double pensée » et à l'autocensure : « Certains Occidentaux prétendent connaître aussi cette censure intérieure. Peut-être, mais les enjeux sont si différents que la comparaison est absurde » (p. 23). Le moi soviétique est un *self* bien particulier, torturé par

² Cécile Vaissié, *Pour notre liberté et pour la vôtre. Le combat des dissidents en Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999.

³ Nicolas Werth, « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union Soviétique », in Stéphane Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 43-295.

l'empilement des identités et leur rotation schizophrène. L'écrivain est rongé par un mal qu'il noie dans l'alcool et la compromission, ou résout dans le suicide.

Qui sont ces hommes, si ce ne sont plus des intellectuels, ni même de véritables écrivains ? Ce sont, selon la précieuse périphrase que l'auteur emprunte à Staline, des « ingénieurs des âmes en chef ». Ce ne sont plus des intellectuels, parce qu'ils ne disposent en réalité d'aucune possibilité de choix. S'ils ignorent, en fait, les normes artistiques exactes auxquelles ils sont soumis, ils ne peuvent non plus les modifier sous peine de se voir censurés par le régime et couverts d'insultes par leurs pairs. Se fier au statut en URSS est impossible. C'est l'un des mécanismes essentiels du « gel de la vie culturelle » qui paralyse progressivement toute pensée libre. Ces auteurs ne sont donc plus, à force, des écrivains, mais des hommes qui, un jour lointain, ont écrit quelque chose et sont devenus à ce titre fonctionnaires de l'Union des écrivains soviétiques. L'expression, cependant, dissimule une réalité plus profonde : elle signe la mort de l'intelligentsia. Cette avant-garde d'intellectuels qui s'était vouée au peuple, le considérait avec compassion, en promettait la libération, ne peut plus parler en son nom, puisque le Parti joue désormais ce rôle.

La dictature de l'Union des écrivains soviétiques

La soumission de la littérature aux ordres du Parti est l'œuvre d'un redoutable instrument : l'Union des écrivains soviétiques. Constituée en 1934, c'est elle qui, selon Cécile Vaissié, permet de réaliser le vœu de Lénine : créer une littérature politique, qui rompt avec le « vieux principe russe » selon lequel « l'écrivain écrit quand ça lui chante, et le lecteur lit s'il lui chante ». Cette Union, à laquelle les écrivains soviétiques doivent adhérer obligatoirement, est un rouage du système de contrôle à la fois chaotique et élaboré qui enserme toute production intellectuelle dès les années 1930. La concurrence de ses instances multiplie les censures et les critiques. Seule la faveur de Staline permet d'espérer une paix provisoire et l'abondance matérielle : mais elle est rare et coûteuse.

L'Union des écrivains est au centre du processus de production d'une littérature soviétique. Elle doit sélectionner les gens de lettres, développer les contacts sous surveillance avec les Occidentaux, entretenir les liens avec les Unions d'écrivains à l'étranger, et bien entendu multiplier les déclarations d'adhésion idéologique au régime. Elle remplit cette mission grâce à un moyen simple : la répartition du stock de confort matériel dont elle dispose. Être membre de l'Union, c'est en effet ne pas avoir à exercer de travail salarié, avoir le droit à une pièce supplémentaire par rapport au soviétique moyen – censément un bureau

pour y travailler –, et surtout pouvoir espérer un appartement, voire une datcha à Peredelkino, village-ghetto réservé aux écrivains, retranchés ainsi de la vie soviétique. L'URSS ajoute ainsi un très intéressant chapitre à la longue histoire du contrôle de la littérature : en plus des récompenses importantes attachées aux prix littéraires d'État, les auteurs y sont en effet rémunérés en fonction des tirages, pas des ventes. Dans un pays où les éditions et la répartition du papier sont des monopoles d'État depuis 1918, l'écrivain est entièrement dépendant d'une bureaucratie qui le rémunère en multipliant les exemplaires et les recueils d'œuvres complètes. La popularité et le talent ne sont qu'accessoires : le pouvoir constitue artificiellement une caste d'écrivains privilégiés, qui vit dans un luxe insultant pour l'écrivain soviétique moyen de province, rémunéré chichement à la pièce.

L'ouvrage de Cécile Vaissié est dès lors bâti autour des biographies croisées des quelques hommes qui ont dirigé cette Union pendant la seconde moitié de l'histoire de l'URSS. Pour les restituer, l'auteure recourt à un large éventail d'archives inédites, qui permettent de confronter l'intimité des carnets personnels à la littérature grise émise par le Parti. Le livre restitue ainsi une part de la vie mondaine et intellectuelle soviétique, avec ses fêtes, ses anniversaires et ses rituels. Le récit s'y enlise un peu, d'ailleurs : le lecteur subit longtemps le spectacle de l'agonie d'une gérontocratie détestable. Il s'agit surtout pour l'auteure de ménager la transition avec la Russie d'aujourd'hui, qui ne lui apparaît guère différente de la Russie soviétique du second XX^e siècle. La « confusion éthique » dont ces hommes sont les responsables persiste dans la Russie de Poutine. La brève histoire des hymnes russes que Cécile Vaissié retrace est éclairante à cet égard : en 2000, c'est Sergueï Mikhalkov qui rédige l'hymne national actuel de la Russie. Il en était déjà l'auteur en 1943.

Critique et autocritique

La galerie de portraits dressée par l'auteure est organisée de manière à démonter les « règles de fonctionnement d'un champ littéraire au service du pouvoir politique » (p. 18). Quels qu'ils soient, les hommes qui ont enrégimenté la littérature soviétique ont tous été confrontés au tarissement de leur productivité, à l'injonction de dénoncer leurs pairs, à la corruption morale provoquée par leur soumission matérielle. Le personnage d'Alexandre Fadéïev, « secrétaire général » de l'Union des écrivains en 1946 – il est le seul à avoir porté ce titre réservé à Staline dans le parti –, est emblématique : Fadéïev, en effet, chante les louanges d'une littérature qu'il n'aime pas, et il persécute les auteurs qu'il admire. Le reniement permanent de soi et de ses goûts est le prix à payer pour les privilèges matériels et le pouvoir accordés. Le 13 mai 1956, il se tire un coup de revolver dans le cœur, et laisse derrière lui une

lettre qui compte parmi les documents clefs de l'histoire du soviétisme, mais dont l'existence longtemps niée ne fut révélée qu'en 1990 : « Je quitte cette vie avec une joie immense, comme on se débarrasse d'une existence ignoble, dans laquelle on se heurte à la vilénie, au mensonge et à la diffamation ».

La corruption matérielle et morale sur laquelle repose cette caste de « nouveaux riches » épuise les hommes les plus solides. Certains, combattants de la guerre civile ou de la Seconde Guerre mondiale, s'effondrent de malaise pendant les séances publiques d'autocritique exigées régulièrement par l'inquisition idéologique soviétique. Ce système repose sur un triple mécanisme : la politique des dépouilles, la prédation de l'État et la peur généralisée. La principale motivation de la soumission est d'obtenir les privilèges que d'autres accaparent. Les attaques contre Pasternak sont aiguës par l'envie que suscite sa datcha de Peredelkino. Critiquer un adversaire, c'est s'assurer de l'accès aux biens d'État qui lui étaient échus. Cette caste de « nouveaux riches » fustigée par Fadéïev organise toute son activité dans le but de s'emparer de la plus grande quantité possible de ces biens. La prédation généralisée dont ces ressources sont sujettes en dégrade le stock, sans restitution. La persistance d'une rationalité en valeur est, de ce seul fait, un acte subversif. Avec toute la force qu'a nourrie en lui l'aspiration brute à la liberté russe, Soljenitsyne déclare au Comité central qu'« il n'y a pas seulement l'argent, il y a aussi la littérature ». Lui seul semble échapper à la peur qui étreint ses pairs. « L'heure est proche, leur annonce-t-il en 1969, où chacun d'entre vous cherchera le moyen de gratter sa signature au bas de la résolution d'aujourd'hui ».

Leurs signatures, en effet, sont au bas de tous les actes d'abdication par lesquels la littérature soviétique a renié ses principes et ses missions – en particulier, du tout premier d'entre eux, inaugural du second stalinisme en littérature : la résolution Jdanov du 14 août 1946. Son objectif est simple : « Nous exigeons que nos camarades, les dirigeants de la littérature comme ceux qui écrivent, se laissent guider par ce sans quoi la littérature soviétique ne peut pas vivre : la politique ». Élaborée – fait hautement significatif – en présence de Staline lui-même, elle est contresignée par les personnalités littéraires les plus en vue : Nikolaï Tikhonov, Alexandre Prokofiev, mais aussi les directeurs des revues *Zvezda* et *Leningrad*, contre lesquels la résolution est dirigée prioritairement. Le système de contrôle de la littérature inventé à l'époque stalinienne repose en effet sur la participation des écrivains à leur propre censure. L'outil en est la *prorabotka* : l'autocritique. Constantin Fédine, dans ses carnets, a décrit l'écœurement qu'elle laisse à celui qui se l'inflige : « Le sentiment de quelque chose d'épouvantablement minable » (p. 76). La menace en est permanente.

L'accumulation des instances de contrôle multiplie en effet les chances d'une « critique » d'une œuvre. Dès qu'une rumeur défavorable circule, le signal de l'assaut est donné à tous ceux qui entendent s'emparer des ressources du « critiqué ». S'engagent alors, avec les encouragements calculés de la direction du Parti, des « campagnes » de diffamation et de persécution d'une violence inouïe, qui ont accessoirement pour but de rompre tout lien social positif qui puisse freiner l'action de l'État. Ce sont les amis les plus proches des « critiqués » qui doivent leur infliger les plus graves humiliations. Constantin Fédine, proche de Pasternak, est ainsi chargé de lui intimer l'ordre de refuser le Prix Nobel qu'il a reçu le 23 octobre 1958. Le refus du prix par Pasternak devait rompre définitivement les relations entre les deux hommes ; il devait aussi donner naissance au samizdat – c'est-à-dire, à cette littérature sous le manteau où renaît une vie littéraire au sens propre du terme.

« Qui m'a classé dans le genre humain ? »

Ce système autoentretenu de terreur n'est pas figé. Il évolue de manière significative après la seconde moitié des années 1950. Le suicide de Fadéïev met un terme à l'époque des « salauds flamboyants » : de plus en plus, le KGB investit les instances de l'Union des écrivains et des unions littéraires. Le pouvoir échappe à des écrivains vieillissants farcis de privilèges. Il passe à des fonctionnaires de police, dont l'inculture, plus encore que la violence, scandalise leurs victimes. La toute-puissance de la police permet au camp des écrivains « nationalistes » de défendre très efficacement ses prérogatives contre les contestations récurrentes des « libéraux ». Constitués dans la première moitié des années 1950, à la suite de la campagne contre le « cosmopolitisme », ces deux camps divisent en profondeur la littérature soviétique jusqu'à nos jours. Dans ce « traumatisme matriciel », Fadéïev a joué un rôle central, aux côtés d'Anatoli Sofronov. C'est lui qui orchestre la campagne contre les « cosmopolites » pour protéger son poste et son « bilan » de chef de l'Union des écrivains depuis 1946. Il devait par là même porter le coup fatal aux vestiges de la culture juive en URSS. Ses attaques préventives, sous la forme d'une campagne contre la critique littéraire aux forts relents antisémites, entrent alors en résonance avec la dernière campagne terroriste de l'époque stalinienne. Elles devaient créer les conditions d'apparition des deux clans dont l'affrontement est restitué avec précision par Cécile Vaissié. Les « nationalistes » sont hostiles aux juifs, à l'Occident, à l'art pour l'art et produisent des œuvres de parti ; les « libéraux », pour leur part, ne sont pas antisémites, restent attachés à la littérature, et sont plus ouverts à l'Occident. Les uns et les autres sont prisonniers d'un système conçu pour rompre leurs solidarités.

L'emprise croissante de la police secrète dans les organes littéraires soviétiques possède une autre conséquence décisive. Elle lance une chasse aux écrivains que Staline s'était épargnée par le système de terreur, centré sur sa personne, qu'il avait élaboré. Le procès Siniavski-Daniel, au début de 1966, est de ce point de vue une date charnière. Pour la première fois, des écrivains sont jugés en Russie à cause de leurs écrits. En février 1959, Andreï Siniavski et Iouri Daniel avaient publié dans *Esprit* un article anonyme sur la littérature soviétique. Identifiés par le KGB, ils sont arrêtés en septembre 1965. Le 5 janvier 1966, une décision du Comité central du Parti adopte le principe du procès, décision « unanimement soutenue » par l'Union des écrivains et son secrétaire Constantin Fédine, qui aurait convaincu Brejnev de sa nécessité. Le procès suscite l'indignation en Occident, mais aussi une pétition en URSS, la lettre des 72, qui rassemble des auteurs qui ont été victimes d'attaques contre les « cosmopolites » et les « jeunes ». Depuis le procès Brodski, en février 1964, un certain nombre d'écrivains ont commencé à pétitionner et protester contre les condamnations infligées à leurs pairs. Une condamnation, aussi lourde soit-elle, est une norme, un repère, dont l'absence absolue était caractéristique du stalinisme. En même temps qu'elle fabrique des martyrs, la justice soviétique rétablit ainsi un statut : celui d'écrivain. À ses juges qui lui demandent « Qui a reconnu que vous étiez poète ? Qui vous a classé parmi les poètes ? », Iossif Brodski pouvait ainsi répondre : « Personne. Et qui m'a classé dans le genre humain ? »

À partir du milieu des années 1960, le système de censure littéraire soviétique revêt alors un visage que l'Occident peut reconnaître plus aisément. Il prend l'apparence d'une dictature étroite et policière – ce qu'en raison de son passé, il n'est pourtant jamais seulement. Le 10 mars 1967, Soljenitsyne est exclu de l'Union des écrivains par une nouvelle décision du Comité central. Le Parti lui-même donne alors naissance au paria inflexible dont la puissance historique devait imprégner profondément son entourage. « Je vous ai simplement admiré », lui écrit ainsi Alexandre Tvardovski à la fin de 1967, au moment de la bataille pour la publication du *Pavillon des cancéreux*. Les dirigeants soviétiques avaient alors perdu le secret du « montagnard du Kremlin assassin et mangeur d'hommes » – deux vers qui, à la fin des années 1930, avaient fait disparaître de la surface de la terre, sans procès ni paperasse, celui qui les avait écrits : Ossip Mandelstam.

Publié dans laviedesidees.fr, le 23 décembre 2008

© laviedesidees.fr